



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne Rhône Alpes  
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20250331-DEC-DACA0426 EN DATE DU 28 AVR. 2025  
PORTANT PROLONGATION D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE DE  
LA SOCIÉTÉ CEMEX GRANULATS RHÔNE MÉDITERRANÉE  
AU LIEU-DIT « LES GARENNES » SUR LA COMMUNE D'ALIXAN**

Le préfet de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement, notamment les articles L.181-14, R.181-45, R.181-46 et R.516-1 ;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;
- VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 3003 du 25 mai 1982 autorisant la société « Les Carrières de Pourcieux » à exploiter une carrière de sables et graviers au lieu-dit « Les Garennes » sur la commune d'ALIXAN pour une superficie globale d'environ 40 000 m<sup>2</sup> et une durée de 15 ans ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 5045 du 24 septembre 1990 autorisant la SA Rhône-Agrégats Gravidrôme à se substituer à la SA « Les Carrières de Pourcieux » pour l'exploitation de la carrière susvisée ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 3851 bis du 18 novembre 1992 autorisant la société Sablières et Entreprises MORILLON CORVOL à se substituer à la SA Rhône-Agrégats Gravidrôme pour l'exploitation de la carrière susvisée ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 1039 du 31 mars 1994 autorisant la société Sablières et Entreprises MORILLON CORVOL à étendre la carrière susvisée sur une superficie de 42 260 m<sup>2</sup> ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 1631 du 19 mai 1994 accordant l'autorisation délivrée par arrêté préfectoral n° 1039 du 31 mars 1994 pour une durée de 15 ans à compter du 31 mars 1994 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2928 du 02 juin 1997 autorisant la société Sablières et Entreprises MORILLON CORVOL à exploiter une carrière de sables et graviers, sur le territoire de la commune d'ALIXAN, au lieu-dit « Les Garennes », sur une superficie de 41 328 m<sup>2</sup> et pour une durée de 13 ans (soit le renouvellement de l'autorisation accordée par arrêté préfectoral n° 3003 du 25 mai 1982) ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 3584 du 05 juillet 1999 relatif à la mise en place des garanties financières pour la carrière précitée et autorisant la société Morillon Corvol Rhône-Méditerranée à se substituer à la société Sablières et Entreprises MORILLON CORVOL pour l'exploitation de la carrière susvisée ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°10-3206 du 02 août 2010 autorisant la société CEMEX Granulat Rhône Méditerranée à exploiter une carrière de sables et graviers, sur le territoire de la commune d'ALIXAN au lieu-dit « Les GARENNES » sur une superficie de 8ha 75a 12ca et pour une durée de 15 ans ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2017258-0009 du 14 septembre 2017 portant modification des conditions d'exploitation de la carrière exploitée par la société CEMEX Granulats Rhône Méditerranée à ALIXAN au lieu-dit « Les Garennes » ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 20240320-DEC-DACA0263 du 23 mai 2024 portant modification des conditions d'exploitation de la carrière exploitée par la société CEMEX Granulats Rhône Méditerranée lieu-dit « Les Garennes » sur la commune d'ALIXAN ;

**VU** la demande présentée le 18 décembre 2024 et complétée le 03 mars 2025 par la société CEMEX Granulats Rhône Méditerranée concernant la prolongation de deux ans de la durée d'exploitation de la carrière précitée, dans les limites autorisées par l'arrêté d'autorisation ;

**VU** le rapport n° 20250331-RAP-DACA0425 de l'inspection des installations classées en date du 31 mars 2025 ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier le 1<sup>er</sup> avril 2025 et l'absence d'observations de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que les réserves de matériaux de la carrière d'Alixan lieu-dit « Les Garennes » n'ont pas été totalement exploitées ;

**CONSIDÉRANT** que la société souhaite poursuivre son activité, le temps de l'instruction de la procédure d'autorisation environnementale relative au projet de renouvellement de sa carrière ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de prolongation est sollicitée pour une durée de 2 ans et que la durée totale d'exploitation n'excédera pas 30 ans ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation se fera dans les mêmes conditions et limites que celles prévues par l'arrêté d'autorisation actuel ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Prolongation d'exploitation**

La société CEMEX Granulats Rhône Méditerranée est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune d'ALIXAN, au lieu-dit « Les Garennes » jusqu'au 02 août 2027.

L'exploitation sera menée suivant les prescriptions de l'arrêté n° 10-3206 du 02 août 2010 modifié par les arrêtés n° 2017258-0009 du 14 septembre 2017 et n° 20240320-DEC-DACA0263 du 23 mai 2024 ainsi que par le présent arrêté.

### **Article 2 : Conditions d'exploitation**

Le plan de phasage modifié figure en annexe au présent arrêté.

### **Article 3 : Garanties financières**

L'exploitant transmettra au préfet, sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, un document attestant de la constitution des garanties financières.

Les garanties financières seront maintenues jusqu'à leur levée par arrêté préfectoral après consultation du maire de la commune d'ALIXAN.

Leur montant s'élève à :

Période 2025-2027	210 160 €
-------------------	-----------

#### **Article 4 : Délais et Voies de Recours**

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

#### **Article 5 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie d'ALIXAN pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire d'ALIXAN fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 6 : Exécution - Notification**

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire d'ALIXAN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

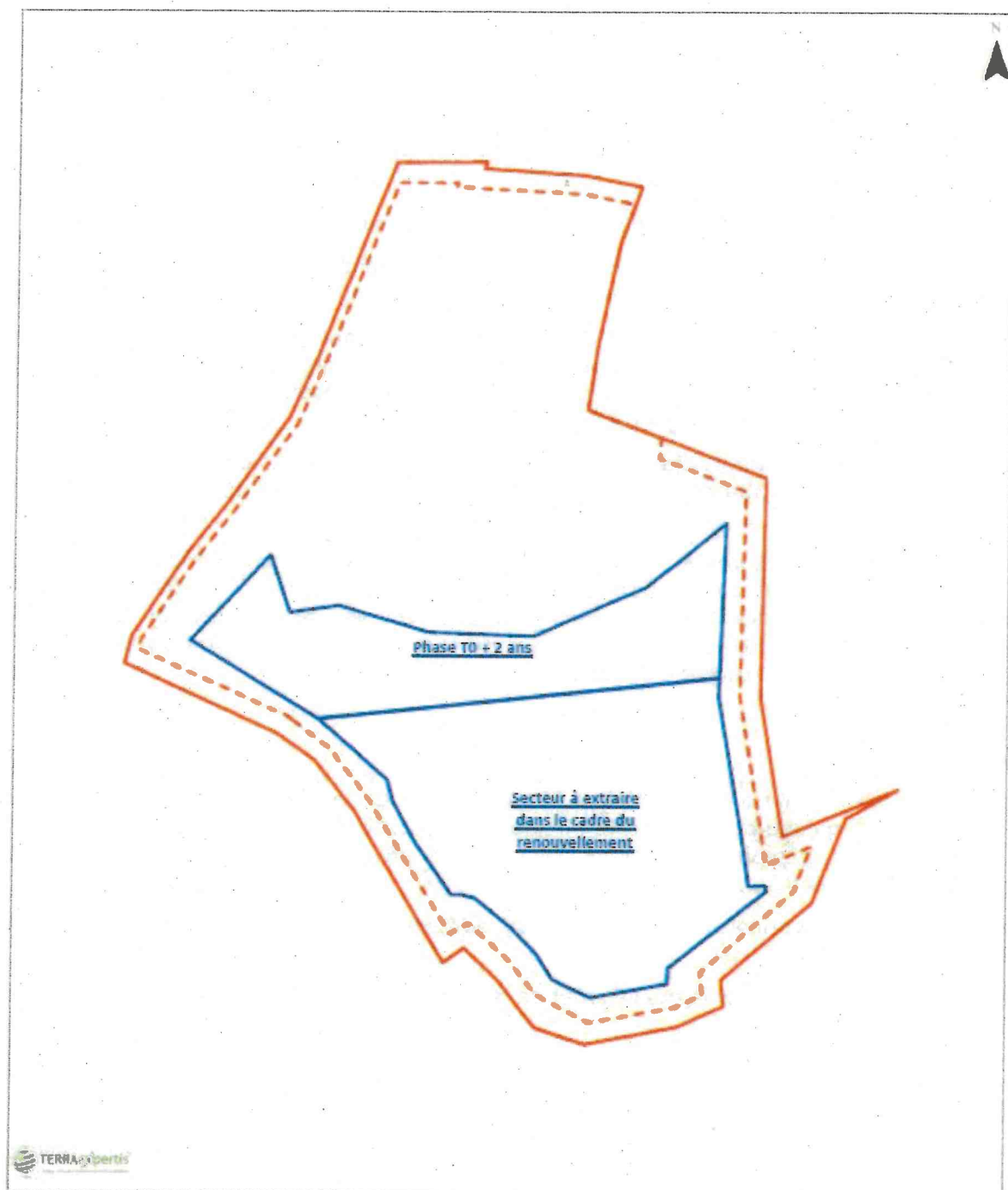
Fait à Valence, le **28 AVR. 2025**

Le Préfet,

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

Plan de phasage de l'exploitation (T0+2ans correspondant à 2025-2027)



Sources : CORM et TERRA experts  
AGF 1989, 17/02/2025

LÉGENDE	
	Périmètre d'autorisation
	Périmètre d'exploitation
	Phases d'exploitation

vu pour être annexé

à l'arrêté n° 20250331-DEC-DACA0426  
du 28 AVR. 2025



le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

